

"Encore plus de chômage"

Nouvelles tendances au Sahel

14 Janvier 2026

Cette note d'Insecurity Insight analyse l'activité des réseaux sociaux du 05-11 janvier 2026, en évaluant les récits observés sur la base de plus de 14 mois de suivi systématique des réseaux sociaux au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#).



Il est de plus en plus important de comprendre comment les acteurs de l'aide humanitaire sont présentés en ligne, car les discours sur les réseaux sociaux influencent la perception des communautés, l'accès opérationnel et la sécurité du personnel. En suivant les discours émergents et bien établis, ce briefing donne des indications sur les sentiments afin d'aider les organisations à renforcer l'acceptation par les communautés dans un environnement humanitaire en rapide évolution.

Éditions précédentes : [Esperons qu'ils ne portent pas de micros](#) (15 dec-04 jan), [Disons non aux violences sur le genres](#) (17-30 nov), [C'est pas de journalistes ce de pion](#) (10-16 nov), [Sans les femmes, la paix est incomplète](#) (27 oct-09 nov), [Tout](#)

Récits principaux

Niger : dissolution officielle des ONG et associations de développement « non conformes » (7–8 janvier)

Entre le 7 et le 8 janvier 2026, dix publications Facebook diffusées par des médias nigériens ont relayé la décision du ministère de l'Intérieur de dissoudre des ONG et des organisations de la société civile (OSC) jugées non conformes à la réglementation nationale. Cette mesure fait suite à des contrôles administratifs et financiers menés entre le 14 novembre et le 15 décembre 2025, la dissolution étant principalement attribuée au non-respect des délais de soumission des documents financiers requis.

Sur plus de 3 000 ONG et associations enregistrées à l'échelle nationale, **1 684 ONG nationales et 125 ONG internationales** ont été jugées conformes et autorisées à poursuivre leurs activités. L'ensemble des dix publications n'a généré que **22 commentaires**, ce qui indique un niveau d'engagement public exceptionnellement faible au regard de l'ampleur de la décision.

Aucun commentaire n'a explicitement contesté la légitimité de la mesure, défendu les organisations dissoutes ou interrogé ses implications pour l'acheminement de l'aide ou pour la société civile. Cette absence de dissidence visible est notable compte tenu de l'ampleur de l'action administrative. Les commentaires favorables ont majoritairement présenté la dissolution comme une mesure de gouvernance corrective, et non comme une décision politique ou punitive.

- **"C'est déjà énorme le nombre de celles qui continuent à exister !"**

Ce que cela nous apprend

- **L'engagement public est très faible**, ce qui suggère une normalisation des mesures administratives restrictives affectant les ONG au Niger.
- **Aucune défense publique visible des ONG ou des acteurs de l'aide** n'a été observée, ce qui renforce les tendances déjà identifiées de déclin de la légitimité sociale de la société civile organisée.
- **L'absence de débat** peut refléter un espace civique réduit, une perception limitée de la pertinence des ONG ou une prudence accrue face à la contestation publique des décisions de l'État.

Analyse des acteurs clés : la société civile comme relais de discours anti-ONU (Mali)

Une publication Facebook diffusée le 7 janvier par une organisation de la société civile (OSC) malienne, dont la page compte environ 93 000 abonnés, posait une question délibérément ouverte : « *Que devons-nous dire à nos enfants au sujet de l'ONU ?* » La publication a généré 28 commentaires. Bien qu'elle n'ait pas atteint un niveau de viralité élevé, cette publication est notable en raison de la source, du cadrage et du profil des interactions. La page promeut régulièrement des discours favorables à l'AES et à l'armée, et a déjà relayé des images issues de conférences de presse officielles de l'État, suggérant une proximité ou un alignement avec les autorités gouvernementales.

Le format de la question ouverte a agi comme un catalyseur de cadrages hostiles. Plusieurs commentaires ont explicitement affirmé que l'ONU ne devrait pas être expliquée aux enfants, ou que ceux-ci devraient plutôt apprendre l'autonomie, se méfier des institutions internationales et rejeter toute forme d'aide extérieure.

Qu'est qu'on doit dire à nos enfants sur l'ONU ?

Réactions aux publications médiatiques couvrant le retrait des États-Unis des organisations internationales (8 janvier)

Le 8 janvier 2026, huit publications Facebook diffusées par des médias au Burkina Faso (2), au Niger (3) et au Mali (3) ont rendu compte du retrait des États-Unis de **66 organisations et traités internationaux**, décidé par le président Donald Trump. Ces publications ont généré **142 commentaires**, dont **81 % provenaient du Niger**. Cette concentration contraste avec le très faible engagement observé dans les réactions à la suspension des ONG au Niger au cours de la même période et reste modeste au regard des réactions à des événements géopolitiques antérieurs, notamment le gel de [l'USAID au début de l'année 2025](#).

Les commentaires ont montré une préoccupation limitée quant aux implications pour la coopération multilatérale ou l'aide humanitaire. De nombreux utilisateurs ont présenté cette annonce soit comme sans importance pour les populations sahéliennes, soit comme une affirmation légitime de la souveraineté nationale devant être reproduite à l'échelle nationale.

“A mon avis les pays africains aussi doivent en profiter pour sortir dans des organisations qui sont pas utiles à leur pays”

Les organisations internationales ont été décrites comme inefficaces, coûteuses et déconnectées des résultats concrets, plutôt que comme des instances multilatérales neutres.

“Organisations budgetivores sans impact réel sur le terrain Il faut réduire cette bureaucratie inutile”

Douze pour cent des commentaires étaient explicitement anti-Trump, le décrivant comme instable, dangereux ou autoritaire, certains utilisateurs avertissant que ses décisions pourraient provoquer une instabilité mondiale, voire une guerre mondiale.

- “Ce type est un danger pour l'humanité”

Un **petit nombre de commentaires** ont évoqué les pertes d'emplois potentielles au sein des organisations à la suite du retrait, mais ces préoccupations sont restées marginales et n'ont pas été développées.

- “Kam encore des chômeur encours”

Ce que cela nous apprend

- **L'engagement reste relativement faible**, suggérant une lassitude ou une désensibilisation face aux annonces de désengagement des États-Unis.
- **La souveraineté demeure le cadre d'interprétation dominant**, éclipsant les considérations liées à l'impact humanitaire ou à la coopération multilatérale.
- **Les échanges renforcent des discours anti-multilatéraux déjà bien ancrés**, contribuant à un environnement où les acteurs de l'aide internationale sont de plus en plus perçus comme illégitimes ou inutiles.

Les récits d'aide sur les réseaux sociaux se poursuivent

Entre le 5 et le 11 janvier 2026, les conversations en ligne relatives à l'aide au Burkina Faso, au Mali et au Niger sont restées modérées, 46 % des commentaires se concentrant sur un nombre limité de questions politiques saillantes plutôt que sur les politiques ou les activités d'aide à proprement parler. Au total, 354 commentaires ont été enregistrés sur les publications surveillées au cours de cette période.

L'engagement s'est fortement concentré sur les contenus liés à l'ONU, en particulier les publications faisant référence au système des Nations unies dans son ensemble ou à des agences onusiennes spécifiques. Les publications mentionnant des agences de l'ONU ont généré 165 commentaires, dont 63 négatifs, tandis que les références à l'ONU en tant qu'institution ou système multilatéral ont suscité 59 commentaires, dont 23 négatifs.

À l'inverse, les organisations locales ont suscité relativement peu d'hostilité. Les publications liées aux ONG locales (LNGO) ont généré 100 commentaires, dont 12 négatifs, tandis que l'engagement concernant les ONG internationales (7 commentaires), les acteurs internationaux du développement (6 commentaires) et les acteurs humanitaires internationaux (2 commentaires) est resté extrêmement limité et majoritairement neutre. Les publications relatives aux donateurs ont généré 15 commentaires, dont un seul négatif.

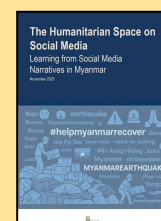
Comme lors des périodes précédentes, ces résultats doivent être interprétés avec prudence. Des limitations techniques affectant la géolocalisation peuvent entraîner une sous-détection de certains contenus, et l'analyse repose uniquement sur des publications accessibles au public, à l'exclusion des plateformes privées ou chiffrées où les discours peuvent circuler différemment.

Autres ressources

L'action humanitaire en RDC est de plus en plus influencée par les discours publics numériques que le secteur humanitaire ne peut ignorer. La nature parfois déformée de certaines discussions en ligne sur l'aide humanitaire peut être choquante, voire dérangeante. Bien qu'elles puissent être considérées comme l'expression de voix marginales, leur portée et leur impact croissants rendent indispensable la compréhension des motivations qui les sous-tendent. L'ouvrage « L'espace humanitaire sur les réseaux sociaux Leçons des récits diffusés sur les réseaux sociaux en RDC » présente les résultats d'une analyse des sentiments exprimés sur les réseaux sociaux en RDC, afin d'aider les organisations humanitaires à mieux comprendre et suivre l'émergence de nouveaux discours et l'évolution des opinions. En surveillant les discours en ligne sur l'espace humanitaire, au-delà de la simple présence des agences humanitaires, les acteurs humanitaires peuvent anticiper les attitudes locales, favoriser l'adhésion des communautés et s'adapter à un environnement opérationnel en constante évolution. Disponible en [anglais](#) et en [français](#).



Leçons tirées des récits diffusés sur les réseaux sociaux au Myanmar : Ce [rapport](#) propose une analyse structurée de la manière dont les récits numériques publics relatifs aux opérations humanitaires influencent l'accès, la sécurité et la légitimité des organisations humanitaires et de leurs partenaires au Myanmar. Il explore les implications de ces récits en ligne pour les stratégies de communication, les décisions politiques et la redevabilité envers les bénéficiaires de l'aide, dans l'un des environnements numériques les plus restrictifs et polarisés au monde. S'appuyant sur sept mois de veille des médias sociaux, le rapport met en lumière l'intersection entre les récits relatifs à la distribution de l'aide, aux soins de santé, aux déplacements de population et aux blocages d'accès, et la dynamique du conflit. Les conclusions visent à fournir des pistes de réflexion contextualisées et exploitables aux acteurs humanitaires soucieux de préserver les principes de neutralité, d'indépendance et d'impartialité dans l'espace informationnel complexe du Myanmar.



Le rétrécissement de l'espace humanitaire sur les réseaux sociaux : Ce rapport propose une analyse approfondie de la manière dont les discours publics en ligne transforment l'environnement opérationnel du secteur de l'aide au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Il se concentre sur les risques et les préjudices posés par les discours publics néfastes qui présentent l'aide comme illégitime, politisée ou contrôlée par l'étranger. Ces discours réduisent progressivement l'espace humanitaire. Face à la convergence croissante des menaces en ligne et hors ligne, le rapport soutient que la préservation de la légitimité numérique n'est plus une option : elle est essentielle à la poursuite d'une action humanitaire fondée sur des principes, neutre et efficace. Ces conclusions sont particulièrement urgentes compte tenu de la fragilité du contexte sahélien. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont confrontés à des crises sécuritaires, politiques et humanitaires qui se chevauchent. Disponible en [anglais](#) et en [français](#).



Utilisation des données et avis de non-responsabilité

Ce rapport comprend une analyse du contenu des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plates-formes ouvertes. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de supprimer ou de masquer les détails d'identification, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été réalisée dans l'intérêt public et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. L'objectif de cette analyse est de soutenir le dialogue humanitaire, d'informer les politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public. Ce document est publié par Insecurity Insight. Son contenu relève de la responsabilité d'Insecurity Insight. L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation Humanitaire à Humanitaire (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires.

Les questions et les commentaires sont les bienvenus. Partagez ce que vous observez sur le terrain et en ligne. Vos commentaires nous aident à maintenir l'analyse précise et à jour. Email : info@insecurityinsight.org. Joignez-vous à nos efforts pour protéger l'espace humanitaire. Inscrivez-vous à notre liste de diffusion sur [la surveillance des réseaux sociaux](#). Vous trouverez d'autres ressources sur le site web du [Social Media Monitoring](#). **Soutenez notre travail en partageant cette ressource.** Veuillez copier et coller ce lien : <https://bit.ly/05-11Jan2026SMMBriefFR>

Citation suggérée : **Aperçu sur l'insécurité. 2026. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel, 05-11 Janvier 2026.** Suisse : Insecurity Insight. <https://bit.ly/05-11Jan2026SMMBriefFR>

